

Arrêté municipal temporaire 26-DST-023

Réglementation de la circulation et du stationnement

RUE DAVID D'ANGERS (RD160 – ROUTE A GRANDE CIRCULATION)

Le Maire de la commune des Ponts-de-Cé, Vice-président d'Angers-Loire-Métropole,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la sécurité intérieure ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal, qui prévoit une sanction pour leur non-respect ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 13 novembre 2017 approuvant le règlement de voirie de la Communauté Urbaine applicable au 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la demande formulée le 2 février 2026 par l'entreprise **DURAND** sise Z.A La Chesnaie – Pruillé 49220 Longuenée en Anjou, pour l'occupation du domaine public rue David d'Angers (RD160 – route à grande circulation), dans le cadre des travaux de réparation d'une purge d'eau potable au droit du n°65 ;

Considérant que le Maire a pour responsabilités d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement afin de permettre le bon déroulement des travaux ;

Arrête :

Article 1 – Les dispositions du présent arrêté s'appliquent **du 9 au 13 février 2026 inclus**.

Article 2 – Dans le cadre des travaux susdits, la circulation des véhicules s'effectuera sur demi-chaussée réglementée par panneaux B15/C18. La circulation des piétons et de la piste cyclable sera interdite et neutralisée pendant toute la durée des travaux. Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant, à l'exception des personnels et véhicules de l'entreprise **DURAND**.

Article 3 – En cas de dégradation du domaine public (chaussée, trottoir, branchements...), **le site devra être remis en état à l'identique et à la charge exclusive de l'entreprise DURAND**.

Article 4 – L'accès aux propriétés riveraines (accès piétons) et le passage des véhicules de secours et de sécurité publique devront être maintenus et garantis à tout moment.

Article 5 – La fourniture, la mise en place, l'entretien et la dépose de la signalisation temporaire **seront assurés par l'entreprise DURAND**, qui devra veiller à assurer la sécurité des usagers et à limiter toute gêne occasionnée. **Ladite entreprise** devra assurer le balisage et la sécurité de son chantier de manière appropriée pendant toute la durée des travaux.

Article 6 – Dès réception du présent arrêté l'entreprise **DURAND** devra procéder à l'affichage sur site et y rester maintenu jusqu'au repli définitif du chantier (hors support du domaine public) ; l'affichage se fera de telle sorte que l'arrêté soit en permanence lisible dans son intégralité par tous.

Article 7 – La présente autorisation devra être présentée à l'occasion de tout contrôle effectué par les services compétents. De plus, le bénéficiaire du présent arrêté devra être en possession de tout justificatif nécessaire à l'exercice de son activité. A défaut, la présente autorisation sera considérée comme nulle.

Article 8 – Les infractions au présent arrêté seront constatées par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées, conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout véhicule constaté en stationnement irrégulier, gênant, abusif ou dangereux sur la voie publique, pourra être mis en fourrière.

Article 9 – Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie des Ponts-de-Cé, Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines, et Monsieur le Responsable de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à l'entreprise **DURAND**.

Article 10 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux (2) mois suivant sa notification. La juridiction administrative compétente pourra aussi être saisie par l'application [Telerecours Citoyens](http://Telerecours.Citoyens) accessible depuis le site www.telerecours.fr.

Fait aux Ponts-de-Cé, le 5 février 2026

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint en charge des Travaux
Robert DESOEUVRE



10-10-10
10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10

10-10-10
10-10-10